

Messieurs les Gouverneurs de Région,

Monsieur le Préfet du Département du Mfoundi,

Monsieur le Maire de la Ville de Yaoundé,

Distinguées personnalités,

Mesdames et Messieurs.

Les travaux qui s'achèvent ce jour, tenus en exécution des Très Hautes Instructions de **MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA**, nous ont permis, d'évaluer scrupuleusement la situation sécuritaire et politique de la Nation, dans ce contexte d'ores et déjà marqué par l'intensification des préparatifs de la prochaine élection présidentielle, prévue le dimanche, 12 octobre 2025.

Au terme de nos travaux, je voudrais vous exprimer ma satisfaction pour vos contributions enrichissantes et utiles autour du thème : « **le défi du maintien de l'ordre en période électorale : pour un scrutin présidentiel crédible, transparent et *apaisé*** ».

L'importance que revêt la thématique de nos travaux dans le contexte national actuel, nous a donné l'occasion de revenir abondamment, comme la circonstance l'exige, sur les grands sujets d'intérêt national, avec une attention particulière sur les questions politiques et sécuritaires.

Sur le plan politique, l'élection présidentielle constitue à n'en point douter, l'une des expressions majeures de notre cohésion sociale et de notre vivre-ensemble. Elle rassemble les fils et les filles de la Nation dans l'expression de la vitalité de la démocratie, comme voulue par le **PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, SON EXCELLENCE PAUL BIYA**, Bâtitteur infatigable du Cameroun et de l'unité nationale.

J'en veux pour preuve, la multitude des formations politiques existant au Cameroun et qui concourent librement à l'expression de la volonté du Peuple souverain. Plus de 700 journaux, 210 radios privées et communautaires et 19 chaînes de télévision privées. J'en passe.

Sur un autre plan, je me réjouis de la qualité de la communication conjointe de Monsieur le Secrétaire d'Etat auprès du Ministre de la Défense, chargé de la Gendarmerie Nationale et de Monsieur le Délégué Général à la Sûreté Nationale, sur : « ***l'évaluation de la situation sécuritaire du pays à trois mois de l'élection présidentielle.*** »

Leur exposé nous a permis, comme instruit par **MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**, de faire le point de la situation sécuritaire de notre pays, dans le contexte actuel et d'évaluer l'état d'esprit de la population.

A cet égard, il y a lieu d'affirmer, qu'en dépit des provocations stériles et appels à la déstabilisation des Institutions républicaines dans certains médias et les réseaux sociaux, la surenchère politique, et l'imposture de certains acteurs politiques de l'opposition radicale, **la situation sécuritaire du pays est globalement sous contrôle et la paix règne sur l'ensemble du territoire national.**

Sous la conduite éclairée de S.E. Paul BIYA, le Cameroun est un pays fort, stable et debout. Il en sera davantage avant, pendant et après le scrutin présidentiel du 12 octobre 2025.

Messieurs les Gouverneurs de Région,

S'agissant du contexte actuel très sensible, je voudrais rappeler à tous les acteurs politiques qu'une élection présidentielle est une affaire de projet de société contre projet de société.

Le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, Champion des causes justes et légales hors pair nous disait il y a quelques années je cite « **Débattons, ne nous combattons pas** ».

Cela veut dire qu'on peut avoir des points de vue divergents, on peut ne pas être d'accord sur telle ou telle façon de voir les problèmes de société, mais tous les acteurs politiques ont l'obligation de préserver les acquis de la Nation : la paix, la stabilité, le progrès, le vivre- ensemble, la cohésion sociale, l'unité nationale et l'intégrité territoriale.

Le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA n'a jamais transigé sur les valeurs républicaines ; le Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA, Bâtitseur Infatigable du grand Cameroun courtois et respecté a toujours gardé une posture de fermeté quand les intérêts de la Nation sont mis à rude épreuve par les détracteurs et les ennemis de la République.

Rappelons-nous de cet avertissement du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA aux hommes politiques véreux qui ont tenté, sans succès, d'ébranler la République lors de l'élection présidentielle de 1992. Le Président Paul BIYA a donné cette mise en garde ferme, je cite « **Il ne faut pas jouer avec le Cameroun** », fin de citation.

Lors de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, je voudrais rappeler à tous les acteurs politiques, les promoteurs des ONG et associations aux ordres, les détracteurs coupables d'intelligence avec les ennemis de la République, que la mise en garde du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA de 1992 reste plus que jamais d'actualité, je cite « **Il ne faut pas jouer avec le Cameroun** ».

Bien plus, le Président Paul BIYA, le rappelait encore en 2016 en des termes clairs, je cite « **L'Unité du Cameroun est donc un héritage précieux avec lequel nul n'a le droit de prendre des libertés. Et quelle que soit la**

pertinence d'une revendication, celle-ci perd toute légitimité, sitôt qu'elle compromet, temps soit peut, la construction de l'Unité Nationale ». Fin de citation.

Messieurs les Gouverneurs,

Lorsque les candidats à l'élection présidentielle de 2025 seront validés par les instances compétentes, aucune autre forme de revendication ne sera tolérée. Après 2025, il y aura 2032 et les candidats rejetés pourront mieux s'organiser pour l'échéance de 2032. Le ciel ne tombera pas sur le Cameroun après le scrutin présidentiel du 12 octobre 2025. Ceux qui brandissent l'épouvantail du chaos n'ont qu'à bien se tenir. L'administration ne laissera aucune occasion à qui que se soit de perturber l'ordre public. Le message est bien clair.

C'est pour ces raisons que je voudrais rappeler à tous les auteurs de troubles, ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, ceux cachés derrière les réseaux sociaux pour lancer des mots d'ordre irresponsables, **inciter à la haine et à l'insurrection**, qu'ils seront traqués partout où ils se trouvent pour être livrés à la justice qui s'occupera de leur sort.

En tout état de cause, force restera à la loi avant, pendant et après le scrutin présidentiel. Aucun écart de comportement ne sera toléré.

A ce titre, les Gouverneurs de Région, les Préfets et les Sous-préfets doivent dès à présent,

- installer les cellules de veille sécuritaire où les actions et actes des uns et des autres seront scrutés et analysés scrupuleusement ;
- renforcer la recherche du renseignement prévisionnel ;
- suivre étroitement les activités des partis politiques, des ONG et des Associations ;

- enquêter sur leurs sources de financement ;
- mener une lutte sans merci contre le trafic et la consommation des drogues et stupéfiants. Ces faits répréhensibles ont un lien direct avec la grande criminalité qui perturbe la quiétude de nos populations ;
- traquer sans relâche et interpellier les bandits de grand chemin et les malfaiteurs en bandes organisées ;
- poursuivre l'identification obligatoire des conducteurs de motos-taxis avec l'aide des syndicats reconnus du secteur ;
- promouvoir la cohésion pacifique entre les communautés et le vivre-ensemble ;
- lutter contre les discours de haine et la xénophobie ;
- veillez en toute circonstance à la protection des populations et de leurs biens.

Messieurs les Gouverneurs,

Vous constaterez que les défis sont importants ; mais ils doivent être relevés et je sais que vous êtes bien outillés et bien formés pour gérer les situations difficiles.

Pendant la période électorale, nous ferons face à beaucoup de provocations mais, il faudra rester calmes, fermes et professionnels dans la gestion de chaque situation qui se présentera avant, pendant et après le scrutin présidentiel.

Il faudra donc anticiper sur tous les cas de figures et prendre des mesures fermes et idoines selon les circonstances.

Telles sont les très Hautes Directives du Chef de l'Etat, S.E. Paul BIYA qui devront être appliquées rigoureusement durant la période électorale jusqu'à la fin de cette année.

Dans un autre sillage, je vous demande, Messieurs les Gouverneurs, à vous-mêmes ainsi qu'aux Autorités administratives placées sous vos ordres, d'apporter l'accompagnement nécessaire à *ELECTIONS CAMEROON* dans le cadre de ses missions, avant, pendant et après le scrutin présidentiel à venir.

Pour l'instant, Elections Cameroon fait son travail dans l'intérêt de tous les acteurs politiques. Durant cette année, ELECAM a organisé des séminaires de sensibilisation sur le processus électoral.

ELECAM a dépêché plusieurs missions sur le terrain dans les dix Régions pour recueillir les doléances, booster les inscriptions sur les listes électorales et s'assurer de la disponibilité des cartes d'électeurs et du matériel électoral dans ses démembrements.

Pour l'instant, ce résultat est satisfaisant et le MINAT en sa qualité d'Agent du Gouvernement pour les élections souhaite que les dispositions idoines soient prises à temps pour un scrutin présidentiel bien organisé et crédible, dans un environnement apaisé et sécurisé.

Avant les échéances électorales, le MINAT accordera des accréditations aux observateurs nationaux et étrangers, afin qu'ils viennent constater la vitalité de la démocratie camerounaise, conçue par S.E. Paul BIYA, Président de la République, Chef de l'Etat, Champion des causes justes.

C'est sur cette note que je déclare clos, les travaux de la première Conférence semestrielle des Gouverneurs de Région, au titre de l'année 2025.

Vive SON EXCELLENCE, MONSIEUR PAUL BIYA, PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT, CHEF DES FORCES ARMEES !

Vive la République du Cameroun !

Je vous remercie pour votre bien aimable attention. /-